

Unité départementale du Littoral  
DREAL Hauts de France  
Rue du Pont de Pierre - CS 60036  
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 22/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **RAMERY ENVIRONNEMENT**

Parc d'Entreprises La Motte du Bois  
62440 Harnes

Références : -  
Code AIOT : 0007004522

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement RAMERY ENVIRONNEMENT implanté Rue de la sucrerie Pont d'Ardres 62610 Ardres. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le secteur des déchets est le principal pourvoyeur d'événements accidentels dans la base de données ARIA (bases de données recensant les accidents ou incidents survenus en France et à l'étranger). Sur la période 2020 - 2024, ce dernier représente environ 1 500 incidents et accidents, soit à lui seul près d'un quart de l'accidentologie des ICPE.

En décembre 2023, la direction générale de la prévention des risques a ainsi publié 4 arrêtés pour faire évoluer ou compléter les dispositions réglementaires s'appliquant aux installations de tri ou de traitement de déchets, afin de prévenir le risque d'accident ou de faciliter l'intervention des

services de secours.

Une action nationale est lancée en 2026 visant à contrôler en particulier les centres de tri des déchets relevant des rubriques installations classées 2711, 2713, 2714, 2716 et 2718 en autorisation, enregistrement ou déclaration.

C'est à ce titre que l'établissement RAMERY ENVIRONNEMENT de ARDRES a fait l'objet d'une inspection.

Afin de préparer au mieux la visite, les points faisant l'objet du contrôle ont été indiqués au préalable à l'exploitant et il lui a été demandé la transmission d'un plan du site à l'échelle figurant les différentes installations dont notamment les zones de stockage avec leurs dimensions et la nature des déchets.

L'arrêté ministériel concerné est l'arrêté du 06/06/18 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RAMERY ENVIRONNEMENT
- Rue de la sucrerie Pont d'Ardres 62610 Ardres
- Code AIOT : 0007004522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RAMERY ENVIRONNEMENT est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 21 mars 2018.

L'établissement se situe sur la commune d'ARDRES, sur le site de l'ancienne sucrerie exploitée par la société TEREOS.

Les rubriques du site relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement sont les suivantes :

- 2260-a : broyage et criblage de bois naturel (non déchet) et de végétaux à l'aide d'un broyeur mobile d'une puissance maximale de 990 kW -> enregistrement,

- 2515-1.a : concassage et criblage de déchets non dangereux inertes à l'aide d'équipements d'une puissance totale maximale de 990 kW -> enregistrement,
- 2714-1 : transit, regroupement et tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, bois dans les limites de 9 696 m<sup>3</sup> de déchets non triés en vrac, 180 m<sup>3</sup> de papier/carton, 1 590 m<sup>3</sup> de plastique, 100 m<sup>3</sup> de pneumatiques et 6 000 m<sup>3</sup> de bois traité ou non (non dangereux) -> enregistrement,
- 2716-1 : transit, regroupement et tri de déchets non dangereux non inertes constitués de déchets industriels non dangereux, d'encombrants, de déchets du BTP en mélange dans les limites de 6 360 m<sup>3</sup> de déchets non dangereux non inertes en mélange, 1 875 m<sup>3</sup> de plâtre et 900 m<sup>3</sup> de déchets verts -> enregistrement,
- 2791-1 : broyage de bois non dangereux dans la limite de 60 t/h et 320 t/j -> autorisation.

Deux activités relèvent du régime de la déclaration selon les rubriques :

- 2713 -2 : transit, regroupement ou tri de métaux sur une surface inférieure à 1 000 m<sup>2</sup>,
- 1532-3 : stockage de bois répondant à la définition de la biomasse donnée à la rubrique 2910-A dans la limite de 6 000 m<sup>3</sup>.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. II	Demande d'action corrective	3 mois
2	Rondes	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. III	Demande d'action corrective	1 mois
3	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I.	Demande d'action corrective	3 mois
4	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 II	Demande d'action corrective	1 mois
5	Ilottage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 . IV	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV	Sans objet
7	Stockage des	Arrêté Ministériel du 06/06/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	batteries	article 6 VI	
8	Petits îlots	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3 et 6 III	Sans objet
9	Zone d'entreposage tampon	Code de l'environnement du 06/06/2018, article 10-2	Sans objet
10	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite à vocation pédagogique, il a été noté que plusieurs prescriptions examinées se révèlent non conformes et que des mesures correctives sont à mettre en place ou à compléter.

Une nouvelle inspection du site sera réalisée fin 2026, afin de vérifier la prise en compte des remarques faites à l'issue de la présente inspection et les réponses apportées aux non conformités relevées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Détection et surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux petits îlots.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité</p>

et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

**Constats :**

Le site comprend d'importants stocks de bois, sous forme « brute » ou broyée : meubles provenant de déchetteries et bois A et B.

Tous les stockages de bois sont à l'extérieur.

Il y a également une zone de tri/transit d'éco-mobilier sous un hangar. Celle-ci n'est plus en activité actuellement. Sous ce même hangar, une petite zone sert à stocker les refus de tri.

**Il n'y a aucune détection incendie sur le site.**

L'exploitant étudie la mise en place de caméras thermiques, avec en complément des caméras classiques afin de réaliser les levées de doute à distance. En dehors des heures ouvrables, les alarmes seraient reportées vers un gardiennage situé au siège de RAMERY à HARNES.

L'exploitant s'assure du suivi des matériels de lutte contre l'incendie. Vu le dernier contrôle des extincteurs (02/2026) et le bon état des points de pompage situés au bord du canal.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place une détection automatique de départ d'incendie et une transmission automatique des alertes couvrant toutes les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Rondes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. III

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

A. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;

<p>b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>B. - L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;</li> <li>- le parcours des rondes et les points d'observation ;</li> <li>- la formation du personnel concerné ;</li> <li>- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;</li> <li>- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une ronde est faite à la fermeture du site. <b>L'exploitant n'a pas mis en place de ronde 2 heures après l'arrivée des derniers déchets.</b></p> <p>La ronde faite à la fermeture de l'installation est formalisée par une procédure qui reprend tous les items fixés par l'arrêté ministériel. La réalisation des rondes est tracée sur un registre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place une ronde 2 heures après le dernier arrivage de déchets.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Présence du plan de défense contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un plan de défense contre l'incendie a été établi. L'exploitant a prévu de le mettre à jour afin d'intégrer l'ensemble des items listés à l'arrêté ministériel et d'actualiser les plans suite aux évolutions des emplacements des zones de stockage.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Le plan de défense contre l'incendie doit être mis à jour afin d'intégrer l'ensemble des items listés à l'arrêté ministériel et d'actualiser les plans suite aux modifications des emplacements des zones de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Maîtrise des sinistres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens permettant d'alerter le SDIS.</p> <p>Des exercices de défense contre l'incendie sont organisés. Dernier exercice le 1<sup>er</sup> août 2024. Vu le compte rendu qui est très complet.</p>



Les deux opérateurs ont été formés au risque incendie. Un recyclage est prévu pour chacun d'entre-eux respectivement en mai et juin 2026.

En cas d'intervention de prestataires extérieurs un plan de prévention est établi par le service maintenance et si nécessaire un permis feu.

Un protocole de sécurité est transmis chaque année aux entreprises venant décharger ou charger des déchets sur site. La conduite à tenir, par les chauffeurs, en cas d'incendie n'est pas clairement définie.

Il n'est pas prévu l'usage de matériaux inertes pour étouffer un éventuel incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il conviendrait de compléter le protocole de sécurité destiné aux chauffeurs des entreprises extérieures en précisant la conduite à tenir par les conducteurs et leur véhicule en cas d'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Ilotage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 . IV

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

IV.-Entreposage des déchets combustibles ou inflammables.

Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

Les îlots situés en entreposage extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si l'une des deux conditions suivantes est respectée :

-le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur ;

-ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie complété par des moyens automatiques fixes de refroidissement installés sur les parois externes du bâtiment, par exemple un rideau d'eau. Le déclenchement automatique n'est pas requis pour un îlot lorsque la

quantité maximale susceptible d'être présente dans cet îlot est inférieure à 10 m<sup>3</sup> de déchets combustibles ou à 1 m<sup>3</sup> de déchets inflammables.  
Les dispositions concernant l'entreposage des déchets combustibles ou inflammables ne s'appliquent pas aux petits îlots.

**Constats :**

L'exploitant a débuté la reconfiguration des stockages de bois et de broyat en îlots.

A priori , le site est assez grand pour séparer les tas par des allées de 5 m et ne pas faire usage de murs coupe-feu. En cas d'usage de blocs, il a été rappelé que l'exploitant devait être en mesure de présenter les attestations REI 120 et des documents permettant de faire le lien avec les blocs présents sur place (facture,.....).

Lors de la visite de terrain, il a été fait les constats suivants :

- les limites des îlots ne sont pas matérialisées au sol,
- deux îlots sont séparés par une distance de moins de 5m,
- un îlot fait visiblement plus de 500 m<sup>2</sup> (environ 25 m x 40 m : ± 1000 m<sup>2</sup>). L'exploitant a indiqué qu'il prévoyait de le scinder en 2,
- la distance de 10 m par rapport aux bâtiments est respectée.

Il a également été rappelé que tous points d'un îlot devait être situé à moins de 10 m d'une face accessible par le SDIS.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit finaliser la reconfiguration de ses stockages de déchets afin d'être conforme aux prescription de l'arrêté ministériel concernant les îlots.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Traçabilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

En complément du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident,

accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
<b>Constats :</b>  L'exploitant tient un état des stocks présents sur le site : bois A, bois B, Eco-Mobilier, broyé ou non.  Les données sont actualisées chaque semaine. Elles se trouvent sur l'intranet RAMERY et sont accessibles en permanence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Stockage des batteries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 VI
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60. Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.
<b>Constats :</b>  Le site ne traite que des déchets de bois en provenance de déchetterie. Ils ont fait l'objet d'une sélection préalable et sont exempts de batteries.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Petits îlots**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3 et 6 III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Petit îlot : zone susceptible de contenir des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes : - le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à dix m3 si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m3 sinon ; - les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ; - la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120.

<p>Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent.</p> <p>Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site traite des gros volumes avec peu de catégories différentes de déchets. Aussi, l'exploitant n'a pas prévu l'usage de petits îlots.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Zone d'entreposage tampon

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/06/2018, article 10-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Zone d'entreposage tampon du processus de tri.</p> <p>Les zones d'entreposage tampon du processus de tri manuel ou mécanisé se composent de deux types de zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les zones d'entreposage temporaire en amont du tri ;</li> <li>- les zones d'entreposage temporaire sous cabine de tri.</li> </ul> <p>Toute zone d'entreposage temporaire en amont du tri est d'un volume maximal de 20 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;</li> <li>- elle est munie d'un système d'extinction automatique.</li> </ul> <p>Toute zone d'entreposage temporaire sous cabine de tri est d'un volume maximal de 120 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;</li> <li>- elle est munie d'un système d'extinction automatique.</li> </ul> <p>Les bâtiments ouverts ou fermés dans lesquels sont situées des zones d'entreposage tampon du processus de tri sont munis d'un système de détection automatique et d'alarme incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'y a pas d'entreposage tampon, ni de cabines de tri.</p> <p>Le site traite des gros volumes. Le bois est broyé par campagnes de une à deux journées. Les opérations sont faites en extérieur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Organisation liée au REX

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69</p>
--

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion du REX

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

**Constats :**

L'exploitant connaît l'obligation de déclarer à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus sur ses sites.

Il a également été informé de la nouvelle procédure de télédéclaration en ligne.

Depuis le 01/01/2026, cette déclaration se fait obligatoirement sous forme dématérialisée d'une téléprocédure via le site : [entreprendre.service-public.gouv.fr](https://entreprendre.service-public.gouv.fr).

La DREAL rappelle qu'il est important de mettre en place d'une organisation relative à la gestion du retour d'expérience (REX) : collecter et centraliser en interne les situations dégradées, analyser les situations, tirer les enseignements et si besoin un plan d'actions.

**Type de suites proposées :** Sans suite